

Laboratoire de recherche sur la gouvernance : *territoires et communication* (EA 4688)
UFR d'Administration et Échanges Internationaux - Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne

Avec le soutien
de :



**Institut
Universitaire
de France**



Appel à communications

Les stages et leur gouvernance en débat

Regards croisés sur les enjeux, les pratiques et les stratégies

Colloque international, 17 et 18 juin 2010, Paris-Est

Le **stage**, qu'il vise la découverte professionnelle, la formation à un métier ou le perfectionnement de pratiques, semble aujourd'hui devenu **un passage obligé dans toute formation initiale** ou **un préalable nécessaire à toute intégration durable dans un poste de travail**. On observe une **multiplication** des stages au cours des deux dernières décennies même si la formation à certains métiers en inclut de longue date.

On constate aussi que **désormais les stages de plus en plus répandus y compris à l'Université posent question** au sujet de leur mise en œuvre ainsi que de leur gouvernance.

Ayant rarement constitué un objet d'étude légitime – sans doute parce qu'il s'agit d'un objet éphémère qui recouvre des réalités variées –, le stage est devenu visible ces dernières années à travers la dénonciation d'abus divers et de « **mauvaises pratiques** »

(instrumentalisation du stagiaire, absence de formation et/ou de rémunération ...), puis à l'occasion de la recherche de règles de « **bonne gouvernance** » de la part des pouvoirs publics comme des organismes de formation et des structures d'accueil des stagiaires, qu'elles soient publiques ou privées (charte des stages...).

C'est tant **l'utilité et la pertinence des stages** que les **modalités de leur(s) gouvernance(s)** qu'il convient de questionner.

Tel est l'objet de cet appel à communiquer lancé en vue d'un colloque international organisé en **juin 2010** à l'Université Paris 12 Val-de-Marne par le **Largotec, Laboratoire de recherche sur la gouvernance** (EA, 4688) avec le soutien de l'équipe **ETE** (« Enseigner, transmettre, encadrer ») de l'Université d'Évry Val d'Essonne et l'**Institut Universitaire de France**.

Nous souhaitons que ce colloque, aborde **différentes questions** :

- À quelles réalités sociales correspond la **notion de stage** sur les plans politique, sociologique, pédagogique, économique, managérial, juridique... ?
- Comment les « acteurs » (universités, écoles, entreprises, administrations associations, DRH, acteurs territoriaux, étudiants, stagiaires, salariés, syndicats...) fabriquent-ils **une politique des stages** ?
- Quelles **pratiques de stages** ont progressivement émergé ? Lesquelles sont perçues comme « bonnes » ou « mauvaises » et pourquoi ?
- Quels enseignements peut-on tirer des **comparaisons historiques, territoriales et internationales** quant aux objectifs et aux moyens mis en œuvre à différentes époques, dans différentes filières de formation, dans différents secteurs d'activité et différents territoires ?
- Peut-on identifier **des politiques publiques formalisées ou non** en la matière ?
- Quelles pistes peut-on ouvrir pour tracer les grandes lignes d'**une « bonne » gouvernance des stages** ?

Public visé (auditoire et participants)

Le colloque et l'appel à communiquer sont ouverts aux **praticiens** (du secteur public et du secteur privé) et aux **chercheurs français et étrangers** de façon à embrasser le plus largement possible les contours de ces questionnements.

De même, nous avons opté pour **une large ouverture sur le plan disciplinaire** (sociologie, gestion, économie, histoire,

anthropologie, droit, sciences politiques et sciences de l'éducation) afin de pouvoir aborder les dimensions multiples de cet objet.

Les travaux présentés par de **jeunes chercheurs** (doctorants ou post-doctorants) sont vivement souhaités.

Communications souhaitées

Les communications s'inscriront dans les quatre axes de recherche suivants :

1. *Les stages et leur(s) gouvernance(s).*

Il s'agit ici d'étudier la pluralité de l'objet. **Qu'entend-on par « stage » ?** Quels sont ses caractéristiques, ses contours et ses limites en termes d'objectifs et d'organisation ? Quel intérêt y a-t-il (ou non) à aborder ce sujet en terme de gouvernance ? Les propriétés formatives, pédagogiques, organisationnelles et institutionnelles des stages déterminent-elles les modalités de leur régulation ? **Qu'en disent** les écoles, les entreprises, les jeunes, les syndicats, les politiques ?

Dans cet axe, les communications s'interrogeront en particulier sur **la délimitation conceptuelle et théorique des stages et de leur(s) gouvernance(s).**

2. *La gouvernance des stages en actes.*

Quelles sont **les pratiques réelles** en matière de stage ? Comment les stages sont-ils conçus, contrôlés et évalués par les organismes de

formation ? Quels sont leurs apports en termes de formation et de future insertion professionnelle ? Comment et par qui les missions sont-elles définies et les stagiaires sont-ils encadrés ? Dans quelle mesure les pratiques respectent-elles la législation et les intentions du législateur ? Les stagiaires sont-ils de simples acteurs passifs, voire captifs ou contribuent-ils activement à la définition des stages ? Quelles sont les ressemblances et différences en matière de gouvernance des stages selon la position sociale et les ressources des acteurs ? Que disent les stagiaires et leurs tuteurs ?

Dans cet axe, nous attendons **des retours d'expériences** de la part d'acteurs qui apportent **un éclairage empirique** sur le recours aux stages et leur organisation, leur(s) gouvernance(s), mais aussi des **analyses scientifiques** sur les modalités concrètes de régulation des stages.

3. *Approches comparatives de la gouvernance des stages.*

Pourquoi et selon quelles modalités recourt-on aux **stages** du côté des institutions éducatives et du côté des organisations qui accueillent les stagiaires ? Quelles différences peut-on observer entre les pays européens et entre l'Europe et l'Amérique du Nord ? D'autres constructions institutionnelles (par exemple des systèmes de formation par l'apprentissage) jouent-elles un rôle comparable aux stages ? Comment interpréter similitudes et dissemblances en termes de gouvernance et de politique ?

Les communications s'inscrivant dans cet axe viseront **une approche comparative**, que celle-ci porte sur des secteurs ou sur des profils de stagiaires variés, sur différents pays, sur plusieurs types d'organisation ou sur plusieurs périodes historiques.

4. *Gouvernance des stages et politique publique.*

Qu'appelle-t-on « **bonnes pratiques** » ? Que pourrait-on retenir comme caractéristiques d'une « bonne » gouvernance des stages tant au niveau micro (d'une entreprise, d'une association, d'une administration, d'une université, d'une grande école ou d'un étudiant) qu'au niveau macro du système de formation ou de l'équilibre social d'un pays ? Peut-on articuler (et comment) une politique publique des stages avec la politique éducative, la politique de l'emploi, la GRH des entreprises et leur responsabilité sociale (RSE) ? Quels en seraient les objectifs, les modalités et les parties prenantes ?

Dans cet axe, nous souhaitons des contributions adoptant **une perspective politique** qui pourra être **normative, analytique ou critique**.

Modalités pratiques

- Les propositions de communication doivent être envoyées par courriel à : glaymann@univ-paris12.fr
- Les propositions ne dépasseront pas **2 000 signes** (espaces inclus). Elles indiqueront le titre et les cinq mots-clés de la communication, sa problématique et son propos principal, les éléments de méthode utilisés et les principales références ainsi que l'axe dans lequel elles s'inscrivent. Elles préciseront le nom de l'auteur, sa qualité et son courriel. Elles pourront être rédigées **en français ou en anglais**.
- La date limite d'envoi des propositions de communication est le **9 janvier 2010**.
- L'avis du comité scientifique sera adressé par courriel aux auteurs le **15 février 2010**.
- La date limite d'envoi des communications sélectionnées est le **15 mai 2010**. Elles seront accompagnées d'un résumé de 1 000 signes maximum (en français et en anglais).
- Les communications sélectionnées par le comité scientifique feront l'objet d'une **publication** (après d'éventuelles corrections demandées aux auteurs) dans un ouvrage collectif qui inclura également un compte-rendu des ateliers et des tables rondes organisées pendant le colloque.

Comité d'organisation

Béatrice Barbusse, Maître de conférences en sociologie, Université Paris 12
Vincent de Briant, Docteur en droit, Enseignant-chercheur de l'Université Paris 12
Dominique Glaymann, Maître de conférences en sociologie, Université Paris 12
Corinne Baujard, Maître de conférences en gestion, Université d'Évry
Alain le Guyader, Maître de conférences en sociologie, Université d'Évry
Christophe Carrière, Ingénieur d'études à l'UFR d'AEI, Université Paris 12
Marie-Odile Rosier, Collaboratrice administrative du Largotec, Université Paris 12

Comité scientifique

Rachel Beaujolin, Professeure de gestion, Reims Management School
Alain Billon, Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche, professeur associé, Largotec, Université Paris 12
Bernard Gazier, Professeur d'économie, Matisse, Université Paris 1
Olivier Giraud, Politologue, chargé de recherche au CNRS, Centre Marc Bloch, Berlin (Allemagne)
Prudence Huddleston, Directrice du « Centre for Education and Industry », University of Warwick, Coventry (Royaume-Uni)
Anne Levade, Professeure de Droit public, SDIE, Université Paris 12
Frederik Mispelblom Beyer, Professeur de sociologie, LHEST, Université d'Évry
Pascal Paillé, Professeur de gestion, Université de Laval (Québec)
Roberto Pedersini, Directeur du Centre de recherche « Work, Training and Welfare », Université de Milan (Italie)
Frédérique Pigeyre, Professeure de gestion, IRG, Université Paris 12
Brigitte Piquard, Maître de conférences associée, UFR AEI, Université Paris 12, senior lecturer à Oxford Brookes
Xavier Pons, Maître de conférences en sciences de l'éducation, Largotec, Université Paris 12
Patricia Remoussenard, Professeure en sciences de l'éducation, Université Lille 3
Georges Trépo, Professeur émérite de gestion, HEC
Éric Verdier, Sociologue, Directeur de recherche au CNRS, LEST-Université Aix-Marseille 2
Agnès Van Zanten, Sociologue, Directrice de recherche au CNRS OSC-Sciences-Po

Informations : <http://largotec.univ-paris12.fr>

Contacts : glaymann@univ-paris12.fr ; vdebriant@noos.fr

Laboratoire de recherche sur la gouvernance : territoires et communication (EA 4688)
UFR d'Administration et Échanges Internationaux - Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne

With the
support
of:

ETE
« Enseigner,
Transmettre,
Encadrer »



**Institut
Universitaire
de France**



CALL FOR PAPERS

INTERNSHIP GOVERNANCE IN QUESTION

Perspectives on practices, stakes and strategies

International Conference, June 17-18, 2010, Paris East University

Whether aimed at providing a first experience of the working world, training for a specific profession or improving practices, **internships** have now become either mandatory for any type of initial education or a **prerequisite** for lasting **integration** in any work station. There has been a mass phenomenon related to internships in the last two decades even if they have always been part and parcel of training practices for a number of specific professions.

It would also seem that the number of internships currently included in university curricula poses issues in terms of their implementation and governance.

Internships have never been subjected to legitimate study and analysis – probably because of their intrinsic transitory status which also covers very diverse realities –

they have been exposed lately to public scrutiny because of misuse and bad practices such as exploitation of interns and lack of effective training if at all and/or unpaid work. Public authorities, intern reception and training organisations (either public or private) have also quoted internships when drafting regulations of good governance (internship charter for instance).

These themes are the object of our call for papers preparatory to an international conference organised in June 2010 in Paris 12 –Val de Marne University by Largotec Research Laboratory on Governance (EA, 4688) with the support of the ETE team « Enseigner, transmettre, encadrer » (Educate, Transmit, Frame) from Evry Val d'Essonne University and the IUF (Institut Universitaire de France).

We wish the Conference to examine the following issues:

- To what social realities does **the notion of internship** correspond to on political, sociological, teaching, economical, economical, managerial and legal levels?
- How do **the different actors** involved (Universities and schools, companies and other internship places and student or intern associations) set up an internship policy?
- What **internship practices** have emerged with time? Which are

perceived as either « good » or « bad » and why?

- What conclusions can be drawn from **historical and international comparisons** regarding the objectives and the means implemented at different periods, in different training streams, in different fields of activity and different territories?
- Is it possible to identify relevant **formalised public policies**?
- What approaches can be explored in order to establish the foundations of « **good governance** » of internships?

Targeted public (audience and participants)

The Conference and the call for papers are open to **patricians** (from both the public and private sector) and to **French and overseas researchers** in order to encompass in the broadest possible way the scope of the issues.

We have equally chosen a **broad scope of fields of study** (sociology, management,

economy, history, anthropology, law, political science and teaching skills) so as to approach the pluridisciplinary dimensions of the theme we are concerned with.

Researchwork papers by **young PhD students and post doctoral researchers** will be greatly appreciated.

Solicited papers

Papers should be in line with the four following axes :

1. Internships and their governance (s).

We are concerned here with the plurality of the object under scrutiny. What is understood by the term « internship »?

What are its characteristics, its contours and limits in terms of objectives and organisation? What is the interest (or not) to approach this theme in terms of governance? Do the formative, pedagogical, organisational and institutional properties of internships determine their regulations and modalities.

What do schools, companies, young people, unions and politicians think?

Following this axis, papers will question more specifically conceptual and

theoretical limitations of internships and their governance(s).

2. Internship governance in acts.

What are the real practices in terms of internships? How are internships conceived, monitored and assessed by training organisations? What are their contributions in terms of training and future professional integration? How and through whom are these assignments defined and are the interns supervised? To what extent do practices respect legislation and the legislator's intentions? Are the interns just passive or maybe even captive role-players or do they actively contribute to the definition of the internships? What are the similarities and differences in terms of governance depending on the social position and income of the role-players?

What do the interns and their supervisors say? Regarding this particular axis we are expecting accounts of experiences from role-players who will shed an empirical light on the resort to internships and their organisation and their governance(s) but also scientific analyses concerning the practical details of internship regulation.

3. Comparative approach to internship governance to internship governance.

Why and according to what modalities do educational institutions and organisations that receive interns resort to **internships**? What differences are apparent between European countries and between Europe and North America? Do other institutional constructions (for instance training systems through apprenticeship) play a role similar to that of internships? How are similarities and differences to be treated in terms of governance and policies?

Papers concerned with this axis will aim at a **comparative approach**, either applied to specific sectors or intern profiles, different

countries, different types of organisation or different periods in time.

4. Internship governance and public policies.

What do we call « best practices »? What characteristics could possibly define the « good governance » of internships on small levels (firms, organisations, administrations, universities, « grandes écoles » business schools or at student level) or on larger levels such as that of a training system or the social balance of a country? Is it possible (and if so how?) to structure a public policy of internships with educational or employment policies and corporate Human Resources management and their social responsibilities? What would their objectives, modalities and stakeholders be?

In keeping with this axis we expect papers to take on a **political perspective** which may be **normative, analytical or critical**.

Practical details

- Submissions must be sent by e-mail to glaymann@univ-paris12.fr
- Submissions must not exceed 20 000 signs (spaces included). They must include the title and five key-words of the paper, the main subject and related discussion, methods used, main references and related axis of study. The name, details and e-mail of the author must appear clearly. The papers may be written in either French or English.
- The deadline for **submissions is January 9, 2010.**
- The scientific committee will send their comments to authors on **February 15, 2010.**
- The deadline for selected papers is **May 15, 2010.** They will include an **abstract of 1 000 signs maximum** (in either French or English).
- Selected papers by the Scientific Committee will be **published** in collected works including write-ups of workshops and roundtables organised during the Conference.

Organisation committee

Béatrice Barbusse, Maître de conférences en sociologie, Université Paris 12
Vincent de Briant, Docteur en droit, Enseignant-chercheur de l'Université Paris 12
Dominique Glaymann, Maître de conférences en sociologie, Université Paris 12
Corinne Baujard, Maître de conférences en gestion, Université d'Évry
Alain le Guyader, Maître de conférences en sociologie, Université d'Évry
Christophe Carrière, Ingénieur d'études à l'UFR d'AEI, Université Paris 12
Marie-Odile Rosier, Collaboratrice administrative du Largotec, Université Paris 12

Scientific committee

Rachel Beaujolin, Professeure de gestion, Reims Management School
Alain Billon, Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche, professeur associé, Largotec, Université Paris 12
Bernard Gazier, Professeur d'économie, Matisse, Université Paris 1
Olivier Giraud, Politologue, chargé de recherche au CNRS, Centre Marc Bloch, Berlin (Allemagne)
Prudence Huddleston, Directrice du « Centre for Education and Industry », University of Warwick, Coventry (Royaume-Uni)
Anne Levade, Professeure de Droit public, SDIE, Université Paris 12
Frederik Mispelblom Beyer, Professeur de sociologie, LHEST, Université d'Évry
Pascal Paillé, Professeur de gestion, Université de Laval (Québec)
Roberto Pedersini, Directeur du Centre de recherche « Work, Training and Welfare », Université de Milan (Italie)
Frédérique Pigeyre, Professeure de gestion, IRG, Université Paris 12
Brigitte Piquard, Maître de conférences associée, UFR AEI, Université Paris 12, senior lecturer à Oxford Brookes
Xavier Pons, Maître de conférences en sciences de l'éducation, Largotec, Université Paris 12
Patricia Remoussenard, Professeure en sciences de l'éducation, Université Lille 3
Georges Trépo, Professeur émérite de gestion, HEC
Éric Verdier, Sociologue, Directeur de recherche au CNRS, LEST-Université Aix-Marseille 2
Agnès Van Zanten, Sociologue, Directrice de recherche au CNRS OSC-Sciences-Po

Informations : <http://largotec.univ-paris12.fr>

Contacts : glaymann@univ-paris12.fr ; vdebriant@noos.fr